RAPPORT D'ACTIVITES 2014

COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

ACCORD DE COOPERATION DU 19 SEPTEMBRE 2005 ENTRE L'ETAT, LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA REGION FLAMANDE, LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE, LA REGION WALLONNE ET LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Article 13

« La Commission publie annuellement un rapport sur ses activités et l'utilisation du budget mis à sa disposition. Celui-ci est établi dans les trois langues nationales et transmis aux différents gouvernements, au Parlement fédéral et aux Parlements des entités fédérées. »

Rapport d'activités 2014

Avant-propos 3

Chapitre 1 : La Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant 5

1 La présidence et le Secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant 5

1.1 Composition 5

1.2 Moyens financiers 5

2 Les Vice-Présidents 5

3 Le Bureau exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant 6

4 Les membres 6

Chapitre 2: Activités de la Commission 7

1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant 7

1.1 Contribution à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U. 7

1.2 Coordination de la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U. 7

1.3 Rédaction de la réponse de la Belgique au questionnaire UNHCR relatif à la mortalité et la morbidité de jeunes enfants 7

1.4 Contribution à l'intervention de la Belgique lors de la 7ième Conférence des Etats membres à la CRPD 8

2 Mission d'avis 8

2.1 Vers une implémentation adaptée aux enfants du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications 8

2.2 Avis au SPF Affaires Etrangères dans le cadre de la préparation de la résolution 'droits de l'enfant' du Conseil des droits de l'homme 9

2.3 Avis au CGRA dans le cadre de son projet relatif à l'intérêt supérieur du demandeur d'asile mineur et son droit d'être entendu 9

2.4 Avis à l'Institut de Formation Judiciaire 9

2.5 Avis dans le cadre de la réponse belge au questionnaire de la FRA concernant ses priorités pour les années prochaines et la façon dont les travaux de la FRA sont pris en compte 10

2.6 Avis dans le cadre de l'étude de la CE 'Children's involvement in judicial proceedings' 10

2.7 Autres avis émis 10

3 Autres projets effectués 10

3.1 Rédaction et évaluation du plan de gestion 2013 et rédaction plan de gestion 2014 10

3.2 Information aux membres 10

3.3 Correspondance vers tous les ministres, gouvernements et parlements en vue de la nomination de leurs représentants et de leur information sur les observations finales du Comité des Nations-Unies ainsi que les engagements pris à la suite du dernier rapport 11

3.4 Renouvellement du parc ICT 11

4 Projets en cours 11

4.1 Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE 11

4.2 Elaboration d'indicateurs nationaux des droits de l'enfant 11

Annexes 15

Annexe 1: Rapport financier 2014 15
Annexe 2: Listes des membres d.d. mai 2014 et mars 2015 19
Annexe 3: Activités de la Commission 57
Annexe 4: Réunions externes, journées d'études, congrès et représentations 59
Annexe 5: Formations et certificats obtenus 62
Annexe 6: Publications de ou concernant la CNDE 62

Rapport d'activités 2014

Avant-propos

Le présent rapport d'activités résume de manière succincte les travaux entrepris par la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant en 2014.

La principale activité a porté sur une demande cruciale du Comité des droits de l'enfant des Nations-Unies dans le cadre du rapport périodique CIDE: exprimer en données chiffrées la politique menée à l'égard des enfants.

Au printemps 2014 un consensus a été obtenu au niveau national portant sur une méthodologie pour le développement d'indicateurs nationaux des droits de l'enfant. La présidente et son attachée ont été mandatées d'élaborer, sur base d'une recherche bibliographique et de rencontres avec des experts, un inventaire d'indicateurs comprenant les points d'attention développés sur la scène internationale et ce, pour quatre clusters de droits. Ces quatre inventaires ont ensuite été soumis à des experts belges provenant des administrations, du monde académique ainsi que de la société civile. Les documents de travail qui en ont résulté ont été examinés lors de quatre séminaires. Les participants des différents séminaires ont eu pour objectif, sur base du document de travail précédemment élaboré et d'introductions par des experts, de sélectionner un set idéal d'indicateurs. Ces sets ont ensuite été analysés par la présidente et son attachée et complétés par des informations sur la disponibilité de données pertinentes et par des remarques et nuances, qui seront insérées dans une note de contextualisation, permettant à chaque indicateur d'être interprété correctement. Grâce au travail enthousiaste des comités de suivi (un par cluster de droits), ils se sont mués en un set d'indicateurs soutenu d'un point de vue technique au niveau national. L'objectif est de terminer d'ici à juin 2015 ce travail technique et de pouvoir proposer un set d'indicateurs pertinents et équilibrés à l'accord politique des représentants des gouvernements.

En outre, en 2014, les travaux de développement d'un canevas de rapport CIDE ont été finalisés et des avis et des informations ont été fournis suite à plusieurs études et rapports internationaux dans des matières qui concernent (notamment) des enfants.

Sarah D'hondt, Présidente

Chapitre 1 : La Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

1 La présidence et le Secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

1.1 Composition

Le secrétariat est resté sous-équipé en 2014 : l'attachée néerlandophone n'a pas été remplacée. Depuis fin 2011, la présidente n'est soutenue que par un collaborateur universitaire et une secrétaire à mi-temps.

1.2 Moyens financiers

Pour l'année d'activité 2014, tous les gouvernements, sauf le gouvernement fédéral, ont calculé leur contribution sur base d'un budget total de € 234.000. Ce montant a été complété par une partie du solde des années précédentes afin d'attribuer à la CNDE un budget total de € 244.115,42.

Comme pendant les années précédentes, le gouvernement fédéral a limité sa contribution aux frais de personnel de l'attachée et de la secrétaire et de leur transport public. Depuis 2009, contrairement aux années 2007 et 2008, le solde n'a pas été versé à destination du poste 'frais de fonctionnement'. Pour l'année 2014, ceci implique une contribution non-perçue de € 52.197,18. Il y a toutefois lieu de rappeler qu'en application de l'annexe à l'accord de coopération, le gouvernement fédéral prend également sur lui l'hébergement du secrétariat de la CNDE. Le SPF Justice a également financé en 2014 le renouvellement du parc ICT.

Les gouvernements des Communautés française, germanophone et flamande, le gouvernement wallon et le Collège réuni de la Commission communautaire commune ont payé leur contribution intégrale en 2014. Le collège de la Commission communautaire française a contribué pour partie. Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit encore y procéder au moment de la publication du présent rapport d'activités.

Le budget total reçu pour 2014 était de € 176.162, 38.

€ 183.801,78 ont été utilisés par rapport à un budget alloué à concurrence de € 244.115,42.

Le solde final total s'élevait à € 15.989, 61 au 31 décembre 2014.

Un aperçu est joint en annexe 1.

2 Les Vice-Présidents

La vice-présidence flamande (autorité flamande) a encore été exercée faisant fonction par l'Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen (afdeling Jeugd), dans la personne de M. Joost Van Haelst, coordinateur « droits de l'enfant ».

La vice-présidence francophone est restée vacante.

3 Le Bureau exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

Le Bureau Exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant est composé du président, des vice-présidents et de sept membres. Dans la mesure du possible, trois des sept membres du Bureau sont des membres ayant voix consultative qui représentent la société civile. Les quatre autres membres sont des membres ayant voix délibérative[1].

En 2014, le Bureau était composé comme suit :

Madame Sarah D'hondt, Présidente de la CNDE
M. Benjamin Baelus, représentant du Gouvernement fédéral (suppléant: Mme Isabelle Heyndricks)
Madame Suzy Bleys, représentante du Gouvernement flamand (suppléant: Monsieur Peter Casteur)
Monsieur Benoît Parmentier, représentant du Gouvernement de la Communauté française (suppléante : Madame Dominique Rossion)
Madame Aurélie Herremans, représentante de la Commission communautaire commune de Bruxelles Capitale
Monsieur Joost Van Haelst, vice-président faisant fonction pour la Communauté flamande

Le Bureau et les membres avec voix délibérative se concertaient systématiquement ensemble. Ils ont pris les décisions de gestion journalière, ont préparé les orientations pour 2014 et en ont assuré le suivi. Par ailleurs, ils ont approuvé le rapport d'activités 2013.

Depuis la mise en place des nouveaux gouvernements les représentants suivants ont été désignés par les Conseils des ministres concernés:

M. Pepijn Hanssens, conseiller du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé Publique et de la Famille, avec comme suppléant M. Duncan Braeckevelt, conseiller du Ministre-président du gouvernement flamand et Ministre de la Politique Etrangère et du Patrimoine immobilier.

M. Filip Michiels, conseiller du Ministre flamand de la Culture, des Medias, de la Jeunesse et de Bruxelles, avec comme suppléant Mme Elke Wouters, conseillère de la vice-Ministre-présidente et Ministre flamande de l'Intérieur, de la citoyenneté, de l'hébergement, de l'Egalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté.

M. Marc Hamel, administration de la Communauté germanophone, avec comme suppléant M. Robert Hagen, conseiller du Ministre germanophone de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales.

La composition du Bureau sera discutée lors de la première concertation des membres avec voix délibérative, dès qu'il aura été procédé à l'ensemble des désignations.

4 Les membres

Les listes des membres de l'année 2014, représentant la composition de la CNDE en mai 2014 et au 30 mars 2015 – date de la composition intégrale de la réunion des membres avec voix délibérative – sont disponibles en annexe 2.

[1] Article 12 du Règlement d'ordre intérieur.

Chapitre 2: Activités de la Commission

1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant

1.1 Contribution à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U.

La présidente de la CNDE a contribué en février 2014 à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U., sous le thème 'accès à la justice'. Voir http://www.cnde.be/fr/content/2014-0

1.2 Coordination de la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U.

La présidente de la CNDE a coordonné la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants, mené avec le 'Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants' et avec la 'Représentante spéciale du Secrétaire Général sur la violence à l'égard des enfants' (Genève, 23 septembre 2014). Voir https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/HRC_dialogue_on_Violence_against_children_2014_3.pdf
La rapporteuse et la représentante ont été interrogées sur des indicateurs utiles pour un accompagnement de qualité de victimes de violence. L'importance de rompre le cercle vicieux victime–acteur a été mise en évidence, ainsi que de bonnes pratiques belges telles que l'approche multidisciplinaire et multisectorielle, la promotion de déclarations d'engagement et d'outils au sein des différents secteur (bien-être, enseignement, sport et jeunesse) en vue de protéger l'intégrité sexuelle de mineurs et le rôle important de sensibilisation et de formation qui incombe aux écoles.

1.3 Rédaction de la réponse de la Belgique au questionnaire UNHCR relatif à la mortalité et la morbidité de jeunes enfants

La présidente de la CNDE a coordonné en janvier 2014 la rédaction de la réponse de la Belgique au questionnaire UNHCR relatif à la mortalité et la morbidité de jeunes enfants en-dessous de l'âge de 5 ans comme problématique des droits de l'homme (résolution 24/11 Conseil des droits de l'homme des N.U.). La réponse a renvoyé aux mécanismes de contrôle instaurés par la loi sur les droits des patients de 2002, au plan d'action national de lutte contre la pauvreté infantile (juin 2013) et au plan d'action national contre la maltraitance d'enfants, qui est intégré dans le plan d'action national contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales 2010-2014 (et sa mise à jour de juin 2013). La problématique urgente des inégalités en matière de santé a été accentuée ainsi que le besoin d'une politique intersectorielle.
Voir https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/annexe_5_Child_mortality-1.pdf pour la réponse de la Belgique.

1.4 Contribution à l'intervention de la Belgique lors de la 7ième Conférence des Etats membres à la CRPD

En mai 2014 la Présidente de la CNDE a fait une contribution personnelle au projet de déclaration de la Belgique lors de la 7ième Conférence des Etats membres à la CRPD (10 au 12 juin 2014). Nous supposons que le timing strict explique l'absence de réaction au projet de la part des représentants des autorités et de la société civile.
La déclaration s'est attardée sur les mesures de faveurs sociales et fiscales applicables aux (parents de) enfants porteurs de handicaps, a accentué le besoin d'accompagnement psychologique et pratique des familles, a décrit la politique d'inclusion menée par l'enseignement et a renvoyé aux formes de participation mis en place par la loi sur les droits du patient. Voir http://www.cnde.be/fr/content/2014-0

2 Mission d'avis

Remarque préalable :
Le timing des avis sous-mentionnés était systématiquement trop limité pour permettre à la présidente d'aller plus loin que des suggestions personnelles.

Evidemment, dans ce cadre, le principe a été respecté de préalablement soumettre au Bureau des points de vue potentiellement controversés. Une telle situation ne s'est toutefois pas présentée en 2014.

2.1 Vers une implémentation adaptée aux enfants du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications

La Belgique a ratifié le protocole dit 'de plainte' le 30 mai 2014.

Le 2 juillet 2014 une concertation a eu lieu avec la société civile en vue de promouvoir par des actions l'implémentation adaptée aux enfants du protocole.

Plusieurs initiatives ont été préparées en vue de stimuler les initiatives des entités pour l'implémentation adaptée aux enfants du protocole de plainte. Il s'agit d'un travail au niveau du SPF Affaires Etrangères, suite à un avis du groupe d'experts mis en place par la CNDE (2011), visant l'élaboration d'une procédure formelle pour l'ensemble des procédures de plainte au niveau des NU ainsi que pour le suivi des Concluding Observations des différents comités des NU.
Des contacts ont également été noués avec l'Institut de Formation Judiciaire dans le cadre des formations prévues suite à l'installation des tribunaux de la famille. Il a été conseillé à l'Institut de reprendre transversalement les child friendly justice guidelines du Conseil de l'Europe dans la formation.
Il a également été recommandé aux différentes entités de poursuivre les efforts en vue d'inventorier les mécanismes de plainte extra-judiciaires existants.

En outre, il a été convenu que le secrétariat recommande aux nouveaux représentants des gouvernements au sein de la CNDE d'organiser une séance plénière « journée de dialogue NL et FR 'traitement des plaintes pour les mineurs' ». Les objectifs seront d'informer le secteur social sur les différentes formes de traitement des plaintes, sur le plan extrajudiciaire, ensuite

judiciaire, au niveau belge interne. Concernant le protocole de plainte, une discussion pourrait avoir lieu sur le rôle des ONG dans l'accompagnement des plaintes individuelles devant le Comité des droits de l'enfant. Cette discussion serait menée à l'aide d'un scénario préalablement élaboré qui reprendra comme points d'attention : un briefing clair de la personne concernée en vue d'attentes réalistes (une plainte risque de n'apporter rien de concret aux intéressés, ne serait-ce qu'en raison du temps écoulé, et surtout de prendre le statut d'affaire de principe), la désignation d'un avocat, la menée de contacts réguliers durant la procédure, la concertation avec l'avocat sur l'opportunité de demander des mesures provisoires et/ou de règlements à l'amiable, l'explication de la décision du comité et de la réaction de l'État, feed-back et suivi *a posteriori*, tant au niveau de l'individu que du suivi par l'État.

2.2 Avis au SPF Affaires Etrangères dans le cadre de la préparation de la résolution 'droits de l'enfant' du Conseil des droits de l'homme

En septembre 2014, la présidente de la CNDE a rendu un avis au SPF Affaires Etrangères concernant le projet de résolution droits de l'enfant du Conseil des droits de l'homme.

2.3 Avis au CGRA dans le cadre de son projet relatif à l'intérêt supérieur du demandeur d'asile mineur et son droit d'être entendu

Après avoir participé en 2013 à une concertation d'experts organisée par UNHCR et Unicef concernant leur projet 'best interest determination' pour MENA en Europe occidentale, la présidente de la CNDE a en 2014 été consultée par le Commissaire aux réfugiés et aux apatrides. Dans le cadre d'un interview et de sa participation à un workshop organisé par la CGRA, elle a rendu un avis circonstancié quant au traitement de mineurs dans le cadre de la procédure d'asile.

2.4 Avis à l'Institut de Formation Judiciaire

La présidente de la CNDE a conseillé l'Institut de Formation Judiciaire dans le cadre de l'élaboration d'un projet de Séminaire européen "La Place de l'enfant dans les procédures devant des tribunaux de la famille dans l'UE », à la suite de l'appel à propositions dans le cadre du programme 'Fundamental Rights and Citizenship'.

2.5 Avis dans le cadre de la réponse belge au questionnaire de la FRA concernant ses priorités pour les années prochaines et la façon dont les travaux de la FRA sont pris en compte

A la demande de l'agent de liaison du SPF Justice pour la FRA[2], la Présidente de la CNDE a commenté les thèmes relatifs aux droits de l'enfant du rapport d'activités de la FRA et a, en juillet 2014, répondu à un questionnaire de la FRA relative à ses priorités pour 2016.

[2] Agence des droits fondamentaux de l'UE.

2.6 Avis dans le cadre de l'étude de la CE 'Children's involvement in judicial proceedings'

En janvier 2014, la Présidente de la CNDE a donné des explications sur l'implication de mineurs en Belgique dans les procédures administratives. L'étude a été effectuée à la demande de la Commission européenne par Milieu Ltd et GHK Consulting Ltd et s'est étendue aux 27 pays membres de l'UE et à la Croatie. En octobre 2014 elle a participé à une réunion d'experts qui a examiné le rapport final. Dans ce cadre elle a suggéré plusieurs corrections à l'information sur la Belgique. Une note étoffée a été transmise, en concertation avec les Communautés (seule la Communauté flamande à réagi à l'étude), le SPF Justice et l'Office des Etrangers.

2.7 Autres avis émis

La CNDE est représentée au sein du Conseil consultatif du Vlaams Kenniscentrum Kinderrechten (KeKi) (Centre de Connaissance des Droits de l'Enfant), un forum de liaison entre la science, la politique et la pratique, un forum de rencontre pour les scientifiques et un organe consultatif (www.keki.be).

Dans ce cadre, la présidente a émis un avis dans le cadre de la mission 'Kennisdeling over kinderrechten tussen beleid, praktijk en onderzoek' ('partage de connaissances en matière de droits de l'enfant entre la politique, le terrain et les chercheurs'), sur l'opérationnalisation des bases de données KeKi et sur les thèmes de recherches menées par le KeKi.

Le Secrétariat participe en outre systématiquement aux réunions que la Communauté française et les autorités flamandes organisent avec leurs points de contact au sein des administrations et avec la société civile. Dans ce contexte, le Secrétariat est régulièrement sollicité pour avis ou pour information.

En outre, le Vlaams Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen, afdeling Jeugd (section jeunesse), a consulté le Secrétariat de la CNDE dans le cadre de l'élaboration du prochain plan de politique de la jeunesse et des droits de l'enfant (avis électronique), de la mise en place d'un moniteur des droits de l'enfant et de la célébration de 25 ans de droits de l'enfant.

3 Autres projets effectués

3.1 Rédaction et évaluation du plan de gestion 2013 et rédaction plan de gestion 2014

Le plan de gestion 2014 avait été finalisé en octobre 2013 et approuvé par les membres ayant voix délibérative début novembre 2013. Il a fait l'objet d'une évaluation intermédiaire interne début septembre 2014.
Le plan de gestion 2015 a été rédigé en octobre 2014, mais n'a pas pu être approuvé encore en 2014, tous les membres avec voix délibérative n'étant pas encore désignés.

3.2 Information aux membres

Les membres ont tous été invités à participer au projet 'vers des indicateurs nationaux des droits de l'enfant'.

En outre, des informations actuelles concernant les droits de l'enfant sont régulièrement mises à disposition sur le site internet.

3.3 Correspondance vers tous les ministres, gouvernements et parlements en vue de la nomination de leurs représentants et de leur information sur les observations finales du Comité des Nations-Unies ainsi que les engagements pris à la suite du dernier rapport

En automne 2014 tous les ministres, les gouvernements et les parlements ont reçu une lettre présentant la CNDE et ses missions demandant la désignation d'un représentant. Dans un deuxième temps, tous les ministres ont reçu, dans le cadre d'un rappel ou d'un accusé de réception de leurs nouvelles nominations, un résumé des observations finales pertinentes du Comité des droits de l'enfant des N.U. et des engagements pris précédemment par la Belgique suite au dernier rapport CIDE.

3.4 Renouvellement du parc ICT

Le parc ICT du secrétariat a été complètement renouvellé en 2014. Les frais ont été pris en charge par le SPF Justice.

4 Projets en cours

4.1 Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE

Le 13 janvier 2014, une réunion de réorientation du projet de canevas de rapport a eu lieu avec le SPF P&O. Il a été finalement décidé que le secrétariat de la CNDE continuerait le travail de manière autonome.

Un document Excel a donc été élaboré. Ce document reprend tous les points d'attention pertinents pour un rapport de qualité, selon les compétences des entités. Le document hébergé sur un « cloud » permettra un travail collaboratif au sein des entités. L'utilisation de ce canevas de rapport permettra par une manipulation simple de rassembler les contributions des différentes entités.

4.2 Elaboration d'indicateurs nationaux des droits de l'enfant

Le rapport d'activité de 2013 a déjà examiné les objectifs de développement d'indicateurs nationaux relatifs aux droits de l'Enfant en vue d'une mesure périodique du respect des droits de l'Enfant en Belgique, à partir de leur réalité quotidienne. Une revue de la littérature avait Redémarré en 2013. Des entretiens exploratoires ont eu lieu.

Sur la base de toutes les informations et recommandations disponibles, une note de réflexion contenant une méthodologie élaborée, un premier projet de liste d'indicateurs concernant le droit à la santé ainsi qu'une bibliographie ont été rédigés en décembre 2013 - janvier 2014.

Partant de ces documents, un commun accord a été poursuivi début 2014 entre les représentants et autres acteurs pertinents des pouvoirs publics concernés, en dialogue avec les autres membres de la CNDE et des experts externes, concernant la méthodologie appropriée pour établir des indicateurs des droits de l'enfant, les principes directeurs devant être pris en compte à cet effet et les priorités à fixer.

Une fois la méthodologie établie, l'ensemble des droits de l'enfant a été réparti en 4 « clusters de droits » :

- Droit à la santé et au bien-être
- Droit à l'enseignement, au repos et aux loisirs
- Pour une approche de la délinquance juvénile adaptée aux enfants
- Droits des mineurs en danger et à la protection de la vie familiale

La méthodologie a été similaire pour ces 4 clusters :

- Détermination du cadre de recherche
- Contact préliminaire avec des experts
- Organisation d'une journée de séminaire
- Travail sur les conclusions du séminaire et recherche sur la disponibilité des données
- Travail en comité de suivi

Ces étapes sont développées ci-dessous ainsi que deux points de réflexion que sont les notes de contextualisation et la réalisation d'une enquête auprès de groupes vulnérables.

a. Détermination du cadre de recherche

A travers une recherche bibliographique, le cadre conceptuel a été développé. Il définit un maximum ce qui entre dans le champ de recherche de chaque cluster de droits. La CIDE en est évidemment à la base, ainsi que les recommandations générales du Comité, les Observations finales et d'autres recommandations d'instances internationales (ONU, UE, Conseil de l'Europe, …).
Des recherches scientifiques ont aussi été passées en revue de mêmes que des listes d'indicateurs pertinentes et des recommandations issues d'ombudsmen (DGDE et Kinderrechtencommissariaat) et de la société civile (UNICEF, la CODE, Ambrassade…).
Un inventaire des indicateurs relatifs à chaque cluster cluster a été établi sur base de cette recherche.

b. Contact préliminaire avec des experts

L'inventaire d'indicateurs ainsi que la bibliographie ont alors été soumis à un panel d'experts dans le domaine (chercheurs, société civile et personnes clé dans l'administration). Il s'agissait ici de voir si le champ de recherche avait bien été couvert et de mettre en lumière certains points d'attention à discuter avec les participants du séminaire.

c. Organisation d'une journée de séminaire

Pour chaque cluster, un séminaire a ensuite été organisé. Toutes les personnes ayant un lien avec la thématique abordée ont été invitées. L'objectif était d'avoir un public le plus représentatif possible : administrations des différentes entités, universités, société civile. Plus le panel est large, plus grande sera la légitimité du travail effectué et l'appropriation du travail par les participants pour la suite.

Chaque séminaire s'est déroulé en deux phases :

- Des exposés introductifs par des experts mettant en avant la problématique et les points d'attention importants
- Des groupes de travail : l'objectif étant de sélectionner un set « idéal » d'indicateurs (c'est-à-dire sans se préoccuper de la faisabilité ou de la disponibilité des données), premièrement sur une partie du cluster et dans un deuxième temps sur l'ensemble de celui-ci.

La sélection du set idéal d'indicateurs fut facilitée par l'utilisation d'une « check-list » :

- L'enfant au centre : est-ce que l'indicateurs est bien centré sur l'enfant ? est-ce qu'il permet réellement d'avoir une vue sur l'effectivité de ses droits ?
- Belgique : l'indicateur est-il pertinent dans le contexte belge ?
- Inégalité Sociale : l'indicateur permet-il de déceler d'éventuelles inégalités sociales ?
- Subjectif - Objectif : existe-t-il un équilibre entre des indicateurs subjectifs (type self-report) et objectifs (données administratives,…)
- Groupes vulnérables : Il faut tenir en compte les groupes vulnérables (les enfants porteurs de handicap, les enfants en pauvreté, les enfants dans un contexte migratoire,…). Leurs spécificités est-elle prise en compte par l'indicateur ?
- Groupes d'âge : est-ce que le set d'indicateurs sélectionné couvre tous les groupes d'âges selon leurs spécificités ?
- Equilibre au sein du cluster : est-ce que les indicateurs se renforcent les uns les autres pour donner une vue la plus globale possible de la problématique ?

d. Travail sur les conclusions du séminaire et recherche sur la disponibilité des données

Le secrétariat a travaillé ensuite sur les indicateurs sélectionnés lors du séminaire. L'objectif étant de passer d'un set idéal d'indicateurs à un set réalisable.
Les administrations et les centres de recherches concernés ont alors été consultés pour connaître les données dont ils disposent et les ventilations possibles pour celles-ci.

e. Travail en comité de suivi

Le travail préalable du secrétariat permet au comité de suivi de se concentrer sur les choix stratégiques qui s'imposent par rapport aux indicateurs (affinement de la sélection, redéfinition, choix dans les données disponibles ou vers un lobbying pour affiner la collecte de données). Ce travail est toujours en cours.

f. Note de contextualisation

Chaque indicateur sera accompagné d'une note de contextualisation. Celle-ci remettra en contexte l'indicateur en touchant à des thèmes connexes, en suggérant des pistes de réflexions. Le but est d'ouvrir le débat et de passer outre d'une simple donnée chiffrée.

g. Enquête spéciale à destination des groupes vulnérables

Il est ressorti assez rapidement des travaux que les enfants les plus vulnérables échappaient aux statistiques. Or, ils sont probablement les plus susceptibles de voir des manquements dans l'effectivité de leurs droits.
Il a alors été proposé de procéder pour ces groupes à une enquête spéciale reprenant tous les indicateurs de type self-report sélectionnés pour l'ensemble des clusters.

Les modalités d'exécution de cette enquête ne sont pas encore fixées mais des pistes sont élaborées et seront soumises à un accord politique.

Annexes

Annexe 1: Rapport financier 2014

	2014				
Autorités contribuantes	**budget attribué**	**budget reçu**	**manque/ excédent**	**solde années précédentes**	**total**
1. Collège Commission communautaire française	4.680,00 €	1.170,00 € 1.209,56 €	-2.300,44 €	89,54 €	-2.210,90 €
2. Collége réuni de la Commission communautaire commune	4.680,00 €	4.680,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
3. Gouvernement Communauté française	28.782,00 €	28.782,00 €	0.00 €	1.342,59 €	1.342,59 €
4. Gouvernement Communauté Germanophone	2.340,00 €	2.340,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
5. Gouvernement de la Région Bruxelles - Capitale	2.340,00 €		-2.340,00 €	-2.340,00 €	-4.680,00 €
6. Gouvernement de la Région wallone	15.678,00 €	15.678,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
7. Gouvernement flamand	58.500,00 €	58.500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
8. Gouvernement fédéral	116.000,00 €	63.802,82	-52.197,18 €	-204.272,55 €	-256.469,73 €
Subtotal	**233.000,00 €**	**176.162,38 €**	**-56.837,62 €**	**-205.180,42 €**	**-262.018,04 €**

Postes	budget demandé	budget attribué	budget reçu	dépenses
Frais de personnel				
Présidente Mandat Band 1	110.550,42 €	110.550,42 €	107.238,47 €	107.238,47 €
Attaché A11	52.107,78 €	52.107,78 €	63.802,82 €	63.802,82 €
Attaché A11	49.192,33 €	47.833,45 €		
Niveau CA1	18.974,22 €	18.974,22 €		
Total	230.824,75 €	226.550,42 €	171.041,29 €	171.041,29 €
Frais d'installation				
Présidente				
2 attachés				
niveau C				
salle de réunion				
informatique 4 personnes				
Total				
Frais de fonctionnement				
fonctionnement commission	1.350,00 €	3.336,00 €		841,26 €
4 personnes				
ICT	1.200,00 €	1.200,00 €		
Total	2.550,00 €	4.536,00 €		
Divers				
séance plénière	1.655,00 €	4.639,00 €		3.683,14 €
interprètes	1.000,00 €	4.016,00 €		2.743,27 €
traductions	9.350,00 €	4.350,00 €		1.050,92 €
Experts				
missions				
transport en commun				2.835,60 €
livres et revues	600,00 €			578,30 €
séminaires et formations	1.410,00 €			1.028,00 €
Total frais de fonctionnement	16.565,00 €	17.565,00 €	9.761,53 €	12.760,49 €
Total général	**247.389,75 €**	**244.115,42 €**	**180.802,82 €**	**183.801,78 €**

Solde années précédentes	**18.988,57 €**
Solde au 31 décembre 2014	**15.989,61 €**

RENSEIGNEMENTS SUR LE TABLEAU RECETTES/DEPENSES

Information expliquant la différence entre le budget de personnel alloué et acquis

Le SPF Justice avait budgétisé 116.000 € pour le poste 'frais de personnel': 2 attachés et 1 niveau C', mais ne paie que le coût effectif, qui était inférieur au budget alloué vu que le secrétariat était composé d'une seule attachée et d'une secrétaire.

Note : l'engagement d'un attaché NL a été bloqué par le cabinet Justice pour des raisons budgétaires internes au SPF Justice.

Le montant indiqué couvre les frais de personnel effectifs de l'attachée et de l'assistante administrative.

Les autres entités financent € 117.000 dont 107.238,47 € salaire du président et 9.761,53 € (solde) budget de fonctionnement. Le solde de 2.998,96€ de dépenses a été attribué au solde de l'année 2013.

Annexe 2: Listes des membres d.d. mai 2014 et mars 2015

NATIONALE COMMISSIE VOOR DE RECHTEN VAN HET KIND
COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT
NATIONALE KOMMISSION FUR DIE RECHTE DES KINDES
*
MEMBRES DE LA COMMISSION - LEDEN VAN DE COMMISSIE – MITGLIEDER DER KOMMISSION
MAI / MEI 2014

A) Membres avec voix délibérative/Stemgerechtigde leden/ Stimmberechtigte mitglieder - art. 3.1. AC/SA/ZA

Nom/Naam/Name	Représente/Vertegen woordigt/ Vertretert	Suppléant/Plaatsver-vanger/ Stellvertreter
Dhr. Benjamin BAELUS Kabinet van Minister van Justitie TURTELBOOM	Federale regering	Mevr. Isabelle HEYNDRICKX Kabinet van Minister van Financiën GEENS
M. Jérémie TOJEROW Cabinet du Premier Ministre DI RUPO	Gouvernement fédéral	Mme Alexia BERTRAND Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères REYNDERS
Dhr. Peter CASTEUR Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN	Vlaamse regering	Mevr. Margot CLOET Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN

Mevr. Suzy BLEYS Kabinet minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel SMET	Vlaamse regering	Dhr. Dirk MOORS Kabinet minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel SMET
Frau Nathalie MIESSEN Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Leiterin des Fachbereichs Jugendhilfe	Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft	H. Marco ZINNEN Administration
M. Benoît PARMENTIER Office de la Naissance et de l'Enfance	Gouvernement de la Communauté française	Mme Dominique ROSSION Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
	Gouvernement wallon	Cabinet du Ministre-Président DEMOTTE
M. Dominique VERMEIREN Cabinet Ministre-Président VERVOORT compétent en matière de la Cohésion sociale Ministre en charge de la petite enfance	Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles	M. Jérémie DROUART Cabinet du Ministre DOULKERIDIS, Président du Collège
Mme Aurélie HERREMANS Cabinet de la Ministre, compétente pour les Finances et l'Aide aux Personnes HUYTEBROECK	Collège de la Commission communautaire commune de Bruxelles	Mevr. Martine MOTTEUX Kabinet van de Minister belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt GROUWELS

B) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/ Mitglieder mit beratender Stimme - art. 3.2.a AC/SA/ZA

1. Gouvernement Fédéral/Federale Regering/Föderalregierung

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/Verte-genwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsver-vanger/ Stellvertreter
Premier Ministre DI RUPO	M. Jérémie TOJEROW Cabinet	M. Frédérick PIRARD Cabinet
Minister GEENS Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken	Mevr. Liesbet SOMMEN Kabinet	Mevr. Linde DE CORTE Kabinet
Ministre REYNDERS Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes	Mevr. Véronique JOOSTEN Administratie	M. David LEISTERH Cabinet
Minister VANDE LANOTTE Vice-Eerste Minister en Minister van Economie, Consumenten en Noordzee	Dhr. Ben SEGERS Kabinet	
Minister DE CROO Vice-Eerste Minister en Minister van Pensioenen		
Ministre MILQUET Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances	Mme Viviane SCHOLLIERS Cabinet	Mme Véronique DE BAETS Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes
Ministre ONKELINX Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales	Mme Déborah GUSTIN Cabinet	M. Xavier VAN CAUTER Cabinet

Ministre LARUELLE Ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture	Mme Audrey DORIGO Cabinet	Mme Pauline BIEVEZ Administration
Minister DE CREM Vice- Eerste Minister,Minister van Landsverdediging	M. Nicolas LANGE Administration	Mme Catheline REMY Administration
Minister LABILLE Minister van Overheidsbedrijven, en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden	Mme Elisabeth ELLEGAARD Cabinet	Mme Marie – Paule DUQUESNOY Administration
Minister TURTELBOOM Minister van Justitie	Mevr. Christel DE CRAIM Administratie	Dienst Mensenrechten FOD Justitie
Ministre CHASTEL Ministre du Budget et de la Simplification administrative	Dhr. Christophe DELOOF Administratie	Mme Alexia PANOU Administration
Minister DE CONINCK Minister van Werk	Dhr. Cis CAES Kabinet	
Secrétaire d'Etat WATHELET Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances, et Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, adjoint au Premier Ministre	Mevr. Anne VANDENBERGHE Administratie	Mevr. Anneliese HEEREN Administratie
Secrétaire d'Etat COURARD Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels et de la Politique scientifique, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique	Mme Pascale LAMBIN Cabinet	M. Philippe DUBOIS Cabinet

Staatssecretaris DE BLOCK Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoede-bestrijding, toegevoegd aan de Minister van Justitie	Mme Colette VAN LUL Office des Etrangers	Mme Anne KESTEMONT Fedasil

2. Gouvernement flamand/ Vlaamse regering/Flamische regierung

Lid/membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsver-vanger/Stellvertreter
Minister PEETERS Vlaams Minister-President en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Visserij en Plattelandsbeleid	Mevr. Anne APPELTANS – JANSSENS Kabinet	
Minister BOURGEOIS Vice-Minister-President en Minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering, Toerisme en Vlaamse Rand	Dhr. Dave VAN OOSTERWYCK Kabinet	Mevr. Daphne COSTES Administratie
Minister LIETEN Vice-Minister-President en Minister van Wetenschappelijk Onderzoek en Innovatie, Overheidbedrijven, Media en Armoedebeleid	Mevr. Liesbet STEVENS Kabinet	Dhr. Tom VERMEIRE Kabinet
Minister MUYTERS Minister van Begroting en Financiën, Werk, Ruimtelijke ordening, Onroerend erfgoed en Sport	Mevr. Tinne STUKKENS Kabinet	Mevr. Nicole BOSSAERTS Kabinet
Minister SMET Minister van Jeugd, Gelijke Kansen, Onderwijs en Brussel	Mevr. Suzy BLEYS Kabinet	Dhr. Dirk MOORS Kabinet
Minister CREVITS Vlaams minister van Mobiliteit en Openbare Werken	Mevr. Minou ESQUENET Kabinet	Dhr. Damien BENOIT Kabinet

Minister VANDEURZEN Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	Dhr. Peter CASTEUR Kabinet	Mevr. Margot CLOET Kabinet
Minister SCHAUVLIEGE Vlaams minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur		
Minister VAN DEN BOSSCHE Minister van Wonen, Energie, Sociale Economie en Stedenbeleid		

3. Gouvernement de la Communauté germanophone/ Regering van de Duitstalige Gemeenschap/Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Minister LAMBERTZ Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden	Bestimmt keinen Vertreter	
Minister MOLLERS Minister für Familie, Gesundheit und Soziales	Fr. Nathalie MIESSEN Administration	H. Marco ZINNEN Administration
Minister PAASCH Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung	Bestimmt keinen Vertreter	
Minister WEYKMANS Ministerin für Kultur, Medien und Tourismus	Bestimmt keinen Vertreter	

4. Gouvernement de la Communauté française/ Regering van de Franse Gemeenschap/ Regierung der Französischen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsver-vanger/ Stellvertreter
Ministre DEMOTTE Ministre-Président		M. Joël MATHIEU Cabinet
Ministre ANTOINE Vice- Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon
Ministre MARCOURT Vice-Ministre-Président et Ministre de l'enseignement supérieur	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Nadia LAHLOU Administration
Ministre NOLLET Vice-Ministre-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction Publique	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet
Ministre LAANAN Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances	Mme Nicole BRUHWYLER Administration	Mme Alexandra ADRIAENSSENS Administration
Ministre HUYTEBROECK Ministre de la Jeunesse, l'Aide à la jeunesse, l'Adoption, l'Aide aux détenus	Mme Elodie VANDENBROUCKE Cabinet	Mme Bénédicte HENDRICK Cabinet
Ministre SCHYNS Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale	Mme Marianne TILOT Cabinet	Mme Hélène JACQMIN Cabinet

5. Gouvernement wallon/ Waalse Regering/ regierung der Wallonischen Region

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre DEMOTTE Ministre-Président	Mme Sophie LEQUERTIER Cabinet	M. Joël MATHIEU Cabinet
Ministre NOLLET Vice-Ministre-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet
Ministre ANTOINE Vice-Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon
Ministre MARCOURT Vice- Ministre-Président et Ministre de l'Économie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Jacqueline JOURNEE Administration
Ministre DI ANTONIO Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine		
Ministre TILLIEUX Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances	M. Luc MERTENS Cabinet	Mme Mélissa WALKA Cabinet
Ministre FURLAN Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville	Mme Delphine HERNALSTEEN Cabinet	M. Marco ALIBONI Cabinet
Ministre HENRY Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité	M. Dominique PERRIN Cabinet	M. Pierre CASTELAIN Cabinet

6. Gouvernement Région de Bruxelles – Capitale / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/ Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Minister GROUWELS Belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica, Gelijke-kansenbeleid en de Haven van Brussel	Dhr. David VITS Kabinet	
Ministre FREMAULT Compétent en matière de l'Emploi, de l'Economie, en ce compris la politique de revitalisation économique des quartiers et le Commerce extérieur, de la Politique agricole et de la Recherche scientifique		
Ministre-Président VERVOORT Compétent en matière des Pouvoirs subordonnés, de l'Aménagement du Territoire, en ce compris les monuments et sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement et de la Statistique régionale	M. Dominique VERMEIREN Cabinet	M. Stéphane AUJEAN Observatoire de l'Enfance
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Compétent en matière du Logement, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente		
Ministre HUYTEBROECK Compétente en matière de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation rurale et la conservation de la nature, de la Lutte contre l'Incendie, l'Aide médicale urgente, du Logement et la Rénovation urbaine	Mme Cécile GIRBOUX Cabinet	M. Bernard MATHIEU Cabinet

Secrétaire d'état MADRANE Compétent en matière de l'Urbanisme et de la Propreté publique		
Staatssecretaris DE LILLE Belast met Vervoer (met uitsluiting van de bevoegdheid over de MIVB en de infrastructuur van het openbaar vervoer en met uitsluiting van het parkeerbeleid en Cambio), Gelijke-kansenbeleid, Openbaar Ambt en Beleid tot administratieve vereenvoudiging		
Minister VANHENGEL Belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Beleid tot administratieve vereenvoudiging	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration

7. Collège de la Commission Communautaire française / College van de Franse Gemeenschapscommissie / Kollegium der Französischen Gemeinschaftscommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Président du Collège compétent en matière du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales	M. Jérémie DROUART Cabinet	Mme Isabelle VANLATHEM Cabinet
Ministre FREMAULT Membre de la COCOF, compétent en matière de la Fonction publique, de la Politique de la Santé et de la Formation professionnelle des Classes moyennes		
Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOF,	Mme Aurélie HERREMANS	M. Stéphane DESCHAMPS

compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes Handicapées	Cabinet	
Ministre-Président VERVOORT Membre de la COCOF, Compétent en matière de la Cohésion sociale Ministre coordinateur des droits de l'enfant	M. Dominique VERMEIREN Cabinet	M. Stéphane AUJEAN Observatoire de l'Enfance
Secrétaire d'état MADRANE Membre de la COCOF, compétent en matière de la Formation professionnelle et de la Culture	M. Mohamed LAHLALI Cabinet	Mme Sarah RAMAUT Cabinet

8. Collège réuni de la Commission communautaire commune / Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie /Vereinte Kollegium der gemeinsamen Gemeinschaftskommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président VERVOORT président de la COCOM	M. Dominique VERMEIREN Cabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration
Ministre FREMAULT Membre de la COCOM, compétent en matière de la Politique de la Santé et de la Fonction publique	M. Philippe Henry DE GENERET Cabinet	Mme Khadija BOUDIBA Administration
Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOM, compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes, des Finances, du Budget et des Relations extérieures	Mme Véronique GAILLY Cabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration
Minister VANHENGEL Lid van de GGC, belast met Gezondheidsbeleid, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mevr. Sophie VERHAEGEN Administratie

Minister GROUWELS Lid van de GGC, belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt	Mme Sabine DEANENS Kabinet	Mevr. Kim HERREMANS Administratie

C) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/Mitglieder mit beratender Stimme-(art. 3.2-m ac/sa/za)

Instantie/Instance/Instanz	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Collège des Procureurs généraux	M. Lucien NOUWYNCK Parquet général auprès de la Cour d'Appel de Bruxelles	Co – plaatsvervangers / Co – suppléants / Co-Stellvertreter: 1. M. Pierre RANS 2. Mme Jacqueline DEVREUX 3. Mevr. Godelieve DENEULIN 4. Mevr. Annelies LINDEMANS
Vereniging van de Vlaamse Provincies	Dhr. Marc WELLENS	
Union des Villes et Communes de Wallonie	Mme Thérèse-Marie BOUCHAT	
Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant	1. M. Benoît VAN KEIRSBILCK, Défense des Enfants International (DEI), section belge francophone 2. Dhr. Hans DE GREVE Plan België 3. Mme Frédérique VAN HOUCKE CODE	1. Mme Cécile CROSSET Plan Belgique 2. Mme Valérie PROVOST CODE

Kinderrechtencoalitie Vlaanderen	1. Mevr. Karin MAES Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Christine MELKEBEEK Defence for Children International 3. Dhr. Jef GEBOERS Kinderrechtencoalitie	1.Mevr. Nele DESMET Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Annemie DRIESKENS Gezinsbond 3. Mevr. Farah LAPORTE Kinderrechtencoalitie
UNICEF België UNICEF Belgique	Mme Maud DOMINICY	Mevr. Gaelle BUYSSCHAERT
Rat der Deutschsprachigen Jugend	Mme Catherine WEISSHAUPT	
Orde van Vlaamse Balies	Dhr. Geert DECOCK Advocaat Balie Gent Voorzitter Unie van Jeugdadvocaten	
Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale	M. Marc THOULEN Directeur	
Conseil Interuniversitaire de la Communauté française	1. M. Olivier DE SCHUTTER (UCL) Département de droit international, Charles de Visscher, CPDR 2. M. Jacques FIERENS (FUNDP) Département de Droit	

Vlaamse Interuniversitaire Raad	1. Prof. Johan PUT K.U. Leuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid 2. Prof. Wouter VANDENHOLE UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid	1. Prof.dr. Yves HAECK, U Gent, Vakgroep Publiekrecht 2. Prof. Frederik SWENNEN UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid
Kinderrechtencommissaris	Dhr. Bruno VANOBBERGEN	1. Mevr. Hilde CNUDDE 2. Mevr. Leen ACKAERT
Délégué général aux Droits de l'enfant	M. Bernard DEVOS	M. Stéphan DURVIAUX
Ombudsman de la Communauté germanophone	M. Cédric LANGER	
Interfederaal Gelijkekansencentrum /Centre interfédéral pour l'Egalité des Chances en/et Federaal Migratiecentrum / Centre fédéral Migration	Mme Julie LEJEUNE	1. Mme Patricia LE COCQ 2. Mme Françoise DE BOE
Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten	Mevr. Jeanine BELLENS	
Unie der Nederlandstalige Jeugdmagistraten	Mevr. Dominique ROOMS Jeugdrechter Brugge	Dhr. Frederic VROMAN Substituut-procureur-generaal Gent
Vlaamse Scholierenkoepel	Dhr. Jort ORY	Mevr. Nieke NOUWEN
Association des Provinces wallonnes	Mme Annick BEKAVAC	
Comités voor Bijzondere Jeugdzorg	Mevr. Virna SAENEN Departement Welzijn,	1. Mevr. Carine DEWILDE

	Volksgezondheid en Gezin	2. Mevr. Sofie DE SMET
Vlaamse Jeugdraad	Dhr. Rein HAUDENHUYSE	Mevr. Alice KOOIJ
Vertegenwoordigers van de erkende Vlaamse administraties en instellingen	1. Dhr. Jan VANHEE Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap Administratie, Cultuur, Jeugd, Sport en media 2. Mevr. Ruth LAMOTTE Administratie, Onderwijs en Vorming	Dhr. Joost VAN HAELST Coördinator Kinderrechten Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor Jeugd en Volwassenen
Conseil de la Jeunesse	Mme Géraldine MOTTE	
Représentants d'administrations et d'institutions reconnues de la Communauté française	1. Mme Malvina GOVAERT Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse 2. Mme Marie-Christine MAUROY Office de la Naissance et de l'Enfance	M. Michel VANDEKEERE Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique	Mme Cécile DELBROUCK Avocat au barreau de Liège	M. Juan VERLINDEN Avocat au barreau de Bruxelles
Deutschsprachigen Administrationen	Bestimmen keinen Vertreter	

Union francophone des Magistrats de la Jeunesse	M. Eric JANSSENS	Mme Françoise MAINIL
Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse	M. Gérard HANSEN	M. Dominique MOREAU

D) Observateurs/ Waarnemers/ Beobachter (art.7 AC/SA/ZA)

Nom/Naam/Name Organisation/ Organisatie/Verein	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Senaat	Mme Fabienne WINCKEL	Mevr. Inge FAES
Vlaams Parlement	Mevr. Katrien SCHRYVERS	
Parlement Wallon	Mme Véronique SALVI	Mme Chantal BERTOUILLE
Parlement de la Communauté française		
Parlement francophone bruxellois	Mme Caroline DESIR	
Chambre des Représentants	Mme Marie-Christine MARGHEM	
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale		
Parlement de la Communauté germanophone	Bestimmt keinen Beobachter	

E) Uitvoerend Bureau/ Bureau Exécutif/ Exekutivbüro

	Lid/Membre/Mitglied	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Gouvernement fédéral / Federale Regering / Föderal-Regierung	Dhr. Benjamin BAELUS	Mevr. Isabelle HEYNDRICKS
Gouvernement de la Communauté française / Regering van de Franstalige Gemeenschap/Regierung der Französischen Gemeinschaft	M. Benoît PARMENTIER	Mme Dominique ROSSION
Gouvernement flamand / Vlaamse Regering/Flamische Regierung	Mevr. Suzy BLEYS	Dhr. Peter CASTEUR
Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune/Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission	Mme Véronique GAILLY	
Vice – Voorzitter / Vice – Président / Vizepräsident	Dhr. Jan VANHEE	Dhr. Joost VAN HAELST
Vice – Président / Vice – Voorzitter/ Vizepräsident		
Voorzitter/ Présidente/Präsident	Mevr. Sarah D'HONDT	

F) <u>Secretariaat Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind/ Secrétariat Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant/Sekretariat Nationale Kommission für die Rechte des Kindes</u>

	NOM/NAAM/NAME
Attachée francophone	Mme Catherine PETERS
Assistante administrative	Mme Janina SUPRUN



NATIONALE COMMISSIE VOOR DE RECHTEN VAN HET KIND
COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT
NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE RECHTE DES KINDES
*****
MEMBRES DE LA COMMISSION - LEDEN VAN DE COMMISSIE – MITGLIEDER DER KOMMISSION
MARS/MAART/MÄRZ 2015

A) Membres avec voix délibérative/Stemgerechtigde leden/ Stimmberechtigte mitglieder - art. 3.1. AC/SA/ZA

Nom/Naam/Name	Représente/ Vertegenwoordigt/ Vertretert	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Dhr. Alfons VANHEUSDEN Kabinet Minister van Justitie Koen GEENS	Federale regering	Mevr. Mathilde STEENBERGEN Kabinet Vice-eersteminister en Minister van Ontwikkelings-samenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post Alexander DE CROO
Mme Sandra STAINIER Cabinet Premier Ministre Charles MICHEL	Gouvernement fédéral	Mevr. Lynn VERRYDT Kabinet Staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën Elke SLEURS

Dhr. Pepijn HANSSENS Kabinet Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin Jo VANDEURZEN	Vlaamse regering	Dhr. Duncan BRAECKEVELT Kabinet Minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed Geert BOURGEOIS
Dhr. Filip MICHIELS Kabinet Vlaams minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel Sven GATZ	Vlaamse regering	Mevr. Elke WOUTERS Kabinet Viceminister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en armoedebestrijding Liesbeth HOMANS
M. Marc HAMEL Jugendgerichtsdienst Vermittlungsdienst im Rahmen des Jugendschutzes	Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft	M. Robert HAGEN Conseiller cabinet Minister für Familie, Gesundheit und Soziales Antonios ANTONIADIS
M. Benoît PARMENTIER Office de la Naissance et de l'Enfance	Gouvernement de la Communauté française	Mme Rajae ESSEFIANI Cabinet du Ministre-Président Rudy DEMOTTE
	Gouvernement wallon	
	Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles	
Dhr. Lander PICCART Kabinet Minister bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan	Collège de la Commission communautaire commune de	M. Martin DE DREE Cabinet Ministre compétente pour la

personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring Pascal SMET	Bruxelles	politique de l'Aide aux personnes, les prestations familiales et le Contrôle des films Céline FREMAULT

B) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/ Mitglieder mit beratender Stimme - art. 3.2.a AC/SA/ZA

1. Gouvernement Fédéral/Federale Regering/Föderalregierung

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Premier Ministre MICHEL	M. Serge LIPSZYC Cabinet	Mme Florence POTTIEZ Cabinet
Minister PEETERS Vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel		
Minister JAMBON Vice-eersteminister en minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Grote Steden en de Regie der gebouwen	Mevr. Valerie REEKMANS Kabinet	Dhr. Luc DUBOIS Kabinet
Minister DE CROO Vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post	Mevr. Kaat DE NIJS Kabinet	Mme Marie-Paule DUQUESNOY Administration
Ministre REYNDERS Vice-premier ministre et ministre des Affaires	Mevr. Véronique JOOSTEN	Mme Alexia BERTRAND

étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales	Administratie	Cabinet
Ministre JAMAR Ministre du Budget, chargé de la Loterie nationale		
Minister GEENS Minister van Justitie		
Minister DE BLOCK Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid		
Ministre BACQUELAINE Ministre des Pensions	M. François DENYS Cabinet	Mme Yasmina BOUSBAA Cabinet
Minister VAN OVERTVELDT Minister van Financiën	Mevr. Els DE MOL	Dhr. Lorin PARYS Vlaams Parlementslid
Ministre BORSUS Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale	Mme Pauline BIEVEZ Cabinet	Mme Sophie DEPRIT Cabinet
Ministre MARGHEM Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable	Mme Sophie SOKOLOWSKI Cabinet	M. Julien PAQUET Cabinet
Minister VANDEPUT Minister van Defensie, belast	M. Nicolas LANGE Administration	Mme Catheline REMY Administration

met Ambtenarenzaken		
Ministre GALANT Ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges	M. Damien DUPONT Cabinet	
Staatssecretaris DE CREM Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel, toegevoegd aan de minister belast met Buitenlandse Handel		
Staatssecretaris TOMMELEIN Staatssecretaris voor Bestrijding van de Sociale Fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid		
Staatssecretaris SLEURS Staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën	Mevr. Niki DHEEDENE Kabinet	
Staatssecretaris FRANCKEN Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken	Dhr. Peter MENDONCK Kabinet	Mme Colette VAN LUL Dienst Vreemdelingenzaken

2. Gouvernement flamand/ Vlaamse regering/Flamische regierung

Lid/membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Minister-president BOURGEOIS Minister-president van de Vlaamse Regering Vlaams minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed		
Vice-Minister-President CREVITS Viceminister-president van de Vlaamse Regering Vlaams minister van Onderwijs	Mevr. Leen VAN HEURCK Kabinet	Dhr. Damien BENOIT Kabinet
Viceminister-president TURTELBOOM Viceminister-president van de Vlaamse Regering Vlaams minister van Begroting, Financiën en Energie	Dhr. Cédric VERSCHOOTEN Kabinet	Dhr. Stijn VANDER ELST Kabinet
Viceminister-president HOMANS Viceminister-president van de Vlaamse Regering Vlaams minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke kansen en armoedebestrijding		
Minister WEYTS Vlaams minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn	Dhr. Michaël DEVOLDERE Kabinet	Dhr. Stijn QUAGHEBEUR Kabinet
Minister VANDEURZEN Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	Dhr. Pepijn HANSSENS Kabinet	Dhr. Peter CASTEUR Kabinet

Minister MUYTERS Vlaams minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport		
Minister SCHAUVLIEGE Vlaams minister van Omgeving, Natuur en Landbouw	Mevr. Tine VANDECASTEELE Kabinet	Mevr. Caroline VAN DEN BERGH Kabinet
Minister GATZ Vlaams minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel	Dhr. Filip MICHIELS Kabinet	Mevr. Stephanie D'HOSE Kabinet

3. Gouvernement de la Communauté germanophone/ Regering van de Duitstalige Gemeenschap/Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministerpräsident Oliver PAASCH	Bestimmt keinen Vertreter	
Vize-Ministerpräsidentin Isabelle WEYKMANS Ministerin für Kultur, Beschäftigung und Tourismus		
Minister Antonios ANTONIADIS Minister für Familie, Gesundheit und Soziales		
Minister Harald MOLLERS Minister für Bildung und wissenschaftliche Forschung	Bestimmt keinen Vertreter	

4. Gouvernement de la Communauté française/ Regering van de Franse Gemeenschap/ Regierung der Französischen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président DEMOTTE	M. Nicolas FRAGNEAU Cabinet	M. Joël MATHIEU Cabinet
Ministre MILQUET Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Petite enfance, des Crèches et de la Culture	Mme Violaine LOUANT Collaboratrice CDH	M. Thierry ZELLER Cabinet
Ministre MARCOURT Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, des Médias et de la Recherche scientifique	M. Cédric VRANKEN Cabinet	Mme Virginie VANDEPUTTE Cabinet
Ministre MADRANE Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale	M. Philippon TOUSSAINT Cabinet	Mme Catherine WERTS Cabinet
Ministre COLLIN Ministre des Sports	Mme Emilie HERMANS Cabinet	M. Quentin PAQUET Cabinet
Ministre FLAHAUT Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative	Mme Valérie DEVIS Cabinet	Mme Michaëla NGINDU Cabinet
Ministre SIMONIS Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances	M. Fabian MARTIN Cabinet	Mme Sandrine DEBUNNE Cabinet

5. Gouvernement wallon/ Waalse Regering/ Regierung der Wallonischen Region

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président MAGNETTE	Mme Déborah DEWULF Cabinet	Mme Carine JANSEN DICS
Vice-Président PREVOT Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine	Mme Sarah LEFEVRE Cabinet	M. Francis TURINE Cabinet
Vice-Président MARCOURT Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique		
Ministre FURLAN Ministre des Pouvoirs locaux, de la ville, du Logement et de l'Energie	Mme Delphine HERNALSTEEN Cabinet	
Ministre DI ANTONIO Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du bien-être animal	Mme Sandrine MATHOT Cabinet	
Ministre TILLIEUX Ministre de l'Emploi et de la Formation	Mme Kristel KARLER Cabinet	M. Sébastien LEMAITRE Cabinet

Ministre LACROIX Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative		
Ministre COLLIN Ministre des Infrastructures de la petite enfance, de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives	M. Jean-Paul BASTIN Cabinet	Mme Hélène DUBOIS Cabinet

6. Gouvernement Région de Bruxelles – Capitale / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/ Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président VERVOORT en charge des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique, de la Propreté publique	M. David CORDONNIER Cabinet	Mme Céline VAN NEYVERSEEL Cabinet
Minister VANHENGEL Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mevr. Sophie VERHAEGEN Administratie

Ministre GOSUIN chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente		
Minister SMET belast met Mobiliteit en Openbare Werken	Dhr. Lander PICCART Kabinet	
Ministre FREMAULT chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement, de l'Energie		
Staatssecretaris DEBAETS belast met Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheidsbeleid, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica en Digitalisering, Gelijkekansenbeleid en Dierenwelzijn	Mevr. Ilke JASPERS Kabinet	Dhr. David VITS Administratie
Secrétaire d'Etat JODOGNE chargée du Commerce extérieur, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente		
Secrétaire d'Etat LAANAN, chargée de la Collecte et du Traitement des Déchets, de la Recherche scientifique, des Infrastructures sportives communales, de la Fonction publique		

7. Collège de la Commission Communautaire française / College van de Franse Gemeenschapscommissie / Kollegium der Französischen Gemeinschaftscommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Présidente LAANAN Ministre-Présidente du Collège de la Commission communautaire française chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture		
Ministre VERVOORT Membre du Collège de la COCOF, chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme	M. David CORDONNIER Cabinet	Mme Céline VAN NEYVERSEEL Cabinet
Ministre JODOGNE Membre du Collège de la COCOF, chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé		
Ministre GOSUIN Membre du Collège de la COCOF, chargé de la Formation professionnelle		
Ministre FREMAULT Membre du Collège de la COCOF, chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales	M. Martin DE DREE Cabinet	Mme Gaëlle VALCKE Cabinet

8. Collège réuni de la Commission communautaire commune / Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie /Vereinte Kollegium der gemeinsamen Gemeinschaftskommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président VERVOORT Président de la COCOM, compétent pour la coordination de la politique du Collège réuni	M. David CORDONNIER Cabinet	Mme Céline VAN NEYVERSEEL Cabinet
Minister VANHENGEL bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen (samen met Minister Didier Gosuin)	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mme Brigitte PATERNOSTRE Administration
Ministre GOSUIN compétent pour la politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget, le Patrimoine et les Relations extérieures (conjointement avec le Ministre Guy Vanhengel)		
Minister SMET bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring (samen met Minister Céline Fremault)	Dhr. Lander PICCART Kabinet	
Ministre FREMAULT compétente pour la politique de l'Aide aux personnes, les prestations familiales et le Contrôle des films (conjointement avec le Ministre Pascal Smet)	M. Martin DE DREE Cabinet	Mme Gaëlle VALCKE Cabinet

C) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/Mitglieder mit beratender Stimme-(art. 3.2-m ac/sa/za)

Instantie/Instance/Instanz	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Collège des Procureurs généraux	M. Lucien NOUWYNCK Parquet général auprès de la Cour d'Appel de Bruxelles	Co – plaatsvervangers / Co – suppléants / Co-Stellvertreter: 1. M. Pierre RANS 2. Mme Jacqueline DEVREUX 3. Mevr. Godelieve DENEULIN 4. Mevr. Annelies LINDEMANS
Vereniging van de Vlaamse Provincies	Dhr. Marc WELLENS	
Union des Villes et Communes de Wallonie	Mme Thérèse-Marie BOUCHAT	
Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant	1. M. Benoît VAN KEIRSBILCK, Défense des Enfants International (DEI), section belge francophone 2. Dhr. Hans DE GREVE Plan België 3. Mme Frédérique VAN HOUCKE CODE	1. Mme Cécile CROSSET Plan Belgique 2. Mme Valérie PROVOST CODE 3. Mme Aurore DACHY CODE
Kinderrechtencoalitie Vlaanderen	1. Mevr. Karin MAES Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Christine MELKEBEEK Defence for Children	1.Mevr. Nele DESMET Kinderrechtswinkels 2. Mevr. Annemie DRIESKENS Gezinsbond

	International 3. Dhr. Jef GEBOERS Kinderrechtencoalitie	3. Mevr. Farah LAPORTE Kinderrechtencoalitie
UNICEF België UNICEF Belgique	Mme Maud DOMINICY	Mevr. Gaelle BUYSSCHAERT
Rat der Deutschsprachigen Jugend	Mme Catherine WEISSHAUPT	
Orde van Vlaamse Balies	Dhr. Geert DECOCK Advocaat Balie Gent Voorzitter Unie van Jeugdadvocaten	
Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale	M. Marc THOULEN Directeur	
Conseil Interuniversitaire de la Communauté française	1. M. Olivier DE SCHUTTER (UCL) Département de droit international, Charles de Visscher, CPDR 2. M. Jacques FIERENS (FUNDP) Département de Droit	
Vlaamse Interuniversitaire Raad	1. Prof.dr. Johan PUT K.U. Leuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid 2. Prof. Wouter VANDENHOLE UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid	1.Prof.dr. Yves HAECK U Gent, Vakgroep Publiek Recht 2. Prof. Frederik SWENNEN UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid

Kinderrechtencommissaris	Dhr. Bruno VANOBBERGEN	1. Mevr. Hilde CNUDDE 2. Mevr. Leen ACKAERT
Délégué général aux Droits de l'enfant	M. Bernard DEVOS	1. Mme Karin VAN DER STRAETEN 2. Mme Florence BRION 3. Mme Nathalie VAN CAUWENBERGHE 4. Mme Sophie CROONEN
Ombudsman de la Communauté germanophone	M. Cédric LANGER	
Interfederaal Gelijkekansencentrum /Centre interfédéral pour l'Egalité des Chances en/et Federaal Migratiecentrum / Centre fédéral Migration	Mme Julie LEJEUNE	1. Mme Patricia LE COCQ 2. Mme Françoise DE BOE
Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten	Mevr. Jeanine BELLENS	
Unie der Nederlandstalige Jeugdmagistraten	Mevr. Dominique ROOMS Jeugdrechter Brugge	Dhr. Frederic VROMAN Substituut-procureur-generaal Gent
Vlaamse Scholierenkoepel	Dhr. Jort ORY	Mevr. Nieke NOUWEN
Association des Provinces wallonnes	Mme Annick BEKAVAC Directrice	
Comités voor Bijzondere Jeugdzorg	Mevr. Virna SAENEN Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	1. Mevr. Carine DEWILDE 2. Mevr. Sofie DE SMET

Vlaamse Jeugdraad	Mevr. Alice KOOIJ	
Vertegenwoordigers van de erkende Vlaamse administraties en instellingen	1. Dhr. Jan VANHEE Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap Administratie, Cultuur, Jeugd, Sport en Media 2.Mevr. Ruth LAMOTTE Administratie, Onderwijs en Vorming	Dhr. Joost VAN HAELST Coördinator Kinderrechten Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor Jeugd en Volwassenen
Conseil de la Jeunesse	M. Benoît LENOBLE	
Représentants d'administrations et d'institutions reconnues de la Communauté française	1. (en attente de désignation) Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse 2. Mme Marie-Christine MAUROY Office de la Naissance et de l'Enfance	M. Michel VANDEKEERE Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
Ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique	Mme Cécile DELBROUCK Avocat au barreau de Liège	M. Juan VERLINDEN Avocat au barreau de Bruxelles
Deutschsprachigen Administrationen	Bestimmen keinen Vertreter	
Union francophone des Magistrats de la Jeunesse	M. Eric JANSSENS	Mme Françoise MAINIL
Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse	M. Gérard HANSEN	M. Dominique MOREAU

D) Observateurs/ Waarnemers/ Beobachter (art.7 AC/SA/ZA)

Nom/Naam/Name Organisation/Organisatie	Représentant/ Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Senaat		
Vlaams Parlement		
Parlement Wallon	Mme Mathilde VANDORPE	Mme Florence REUTER
Parlement de la Communauté française		
Parlement francophone bruxellois	Mme Catherine MOUREAUX	M. Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN
Chambre des Représentants	Mme Stéphanie THORON	
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale		
Parlement de la Communauté germanophone	Frau Franziska FRANZEN	

E) Uitvoerend Bureau/ Bureau Exécutif/ Exekutivbüro

	Lid/Membre/Mitglied	Suppléant/ Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Gouvernement fédéral / Federale Regering / Föderal-Regierung		
Gouvernement de la Communauté française / Regering van de Franstalige Gemeenschap/Regierung der Französischen Gemeinschaft		
Gouvernement flamand / Vlaamse Regering/Flamische Regierung		
Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune/Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission		
Vice – Voorzitter / Vice – Président / Vizepräsident	Dhr. Jan VANHEE	Dhr. Joost VAN HAELST
Vice – Président / Vice – Voorzitter/ Vizepräsident		
Voorzitter/ Présidente/Präsident	Mevr. Sarah D'HONDT	

F) Secretariaat Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind/ Secrétariat Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant/Sekretariat Nationale Kommission für die Rechte des Kindes

	NOM/NAAM/NAME
Attachée francophone	Mme Catherine PETERS
Assistante administrative	Mme Janina SUPRUN

Annexe 3: Activités de la Commission

Réunions stratégiques

Membres avec voix délibérative et Bureau : réunion du 13 février 2014

Réunion avec le vice-président flamand faisant fonction : 24 octobre 2014

Réunion avec la Cabinet Justice : 25 novembre 2014

Réunion avec les représentants du gouvernement flamand: 2 décembre 2014

Consultation avec le SPF P&O (canevas rapport CIDE): 13 janvier 2014

Projets

Implémentation du protocole de plainte: concertation avec la société civile: 2 juillet 2014

Activités en rapport avec les Indicateurs Nationaux relatifs aux droits de l'Enfant:

* Interviews et réunions bilatérales:

7 janvier 2014: interview de Mme Hanne Op de Beeck

6 février 2014: interview de Mme Godelieve Masuy-Stroobant

16 juin 2014: réunion avec l'Institut Scientifique de Santé Publique dans le cadre de l'enquête nationale de santé (HIS)

17 juin 2014: réunion avec Mme Nathalie Moreau (ULB) concernant l'enquête HBSC

24 juin 2014: réunion avec M. Pascal Meeus (INAMI), concernant les indicateurs pour le droit à la santé

30 juin 2014: réunion avec M. Patrick Poelmans (Vlaamse administratie Onderwijs), concernant les indicateurs pour le droit à l'enseignement

5 septembre 2014: réunion avec Mme Elsa Albarello (enseignement FWB), concernant les indicateurs pour le droit à l'enseignement

7 novembre 2014: entretien exploratoire avec UNICEF Belgique sur la faisabilité d'une enquête spéciale pour les groupes vulnérables

* Séminaires et comité de suivi:

- Droit à la santé et au bien-être :
    - Séminaire: 4 avril 2014
    - Réunion du comité de suivi: 27 mai et 15 septembre 2014
- Droit à l'enseignement, au repos et aux loisirs :
    - Séminaire: 26 septembre 2014
    - Réunion de comité de suivi: 12 décembre 2014
- Pour une approche de la délinquance juvénile adaptée aux enfants
    - Séminaire: 13 octobre 2014
- Droits des mineurs en danger et le droit à la protection de la vie familiale:
    - Séminaire: 20 octobre 2014

Procédures de recrutement

Sélection d'un collaborateur administratif francophone: 12, 13 et 19 août 2014 (n'a pas conclu à un recrutement suite au gel des embauches depuis septembre 2014)

Annexe 4: Réunions externes, journées d'études, congrès et représentations

La Présidente et le Secrétariat de la CNDE ont donné des explications concernant le fonctionnement de la CNDE aux occasions qui suivent:

5 février 2014: Centre pour l'Egalité des Chances et la lutte contre le Racisme, Réunion 'La réforme du Centre', Bruxelles

La présidente et le Secrétariat de la CNDE ont donné des avis aux occasions suivantes:

Conseil consultatif Keki:

- Conseil consultatif: 9 octobre 2014
- Interview d'Arie Zoontjes, KeKi, sur l'utilisation de la Base de données de Keki: 3 février 2014

Concertation CoorMulti et autres consultations par le SPF Affaires Etrangères:

En 2014, la collaboration a été limitée à des avis par voie électronique.

Groupe de réflexion sur le droit des jeunes et des enfants, Agence de travail socioculturel pour la jeunesse et les adultes, Autorité flamande, Bruxelles:

Réunions du 14 février 2014 (avis par voie électronique), 21 mars 2014, 6 novembre 2014

Klankbordgroep Kinderrechtenmonitor (Groupe de suivi moniteur des droits de l'enfant):

Réunions du 31 janvier 2014 et du 13 février 2014

Groupe de suivi CIDE, OEJAJ, Communauté française, Bruxelles:

Réunions du 6 février 2014, 19 juin 2014, 24 octobre 2014 et 5 décembre 2014

Milieu Ltd:

Contribution à l'étude que Milieu Ltd en partenariat avec GHK gère pour la Direction Générale de la Justice de la Commission Européenne au sujet de l'implication des enfants dans des procédures judiciaires (pénales, civiles et administratives), volet procédures administratives

Projet 'intérêt supérieur de l'enfant', CGRA :

- 18/09: interview
- 14/11: workshop 'audition'
- 20/11 : workshop 'participation'

Participation au jury de sélection dans le cadre de l'appel à projet contre la pauvreté infantile de la Loterie Nationale :

- 5 février 2014: réunion avec le cabinet du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté
- 28 mars 2014: consultations du jury en vue de l'attribution des subventions

Institut de formation judiciaire:

- 17 février 2014: Groupe de travail pour l'élaboration d'un projet de Séminaire européen "La Place de l'enfant dans les procédures devant des tribunaux de la famille dans l'UE », à la suite de l'appel à propositions dans le cadre du programme 'Fundamental Rights and Citizenship', IFJ, Bruxelles

- Plusieurs consultations électroniques

Plateforme belge des institutions exerçant partiellement ou entièrement un mandat d'institution chargée du respect des droits de l'Homme:

5 février 2014, 3 juin 2014, 21 octobre 2014, 25 novembre 2014

Autres:

9 janvier 2014 et 18 février 2014: Groupe de travail 'inégalités de santé', Bruxelles, SPF Santé publique

23 janvier 2014: Plateforme Mineurs en Exil, table ronde d'experts 'Harmonisatie van de praktijken en de middelen voor voogden in België en de Europese Unie', en lien avec des normes pour les tuteurs, élaborées dans le cadre du projet européen "Closing a protection gap"

24 février 2014: Interview par Gezinsbond, concernant la préparation de la deuxième "gezinsconferentie » en Flandre

24 mars 2014: Construction d'un tableau de bord pauvreté infantile et bien-être (SPP Intégration Sociale)

24 octobre 2014: Visite de stage M. Gilbert Lusamba, Ministère de la Justice, DRC
2 juillet 2014 et 6 octobre 2014: Advisory Group projet « Children's rights behind bars: Human Rights of children deprived of liberty; improving monitoring mechanisms», DEI Belgique, commandité par la Commission Européenne

La présidente et le Secrétariat de la CNDE ont également pris part aux journées d'études, congrès, groupes de travail et présentations suivants, afin de rester au courant de la recherche, de la législation et des derniers développements:

25 mars 2014: Voorstelling armoedejaarboek, Brussel, POD MI

28 avril 2014: KRC en KeKi, "beeldvorming', Vlaams Parlement, Bruxelles

8 mai 2014: Colloque en santé environnementale Hénallux, Namur

15 mai 2014: Réunion de préparation de la conférence sur "l'intérêt supérieur de l'Enfant" pour les 25 ans de la CIDE, Présidence belge du Conseil de l'Europe, Bruxelles

5 juin 2014: Journée d'étude Santhéa, Maltraitance d'enfant, Dinant

9 octobre 2014: Colloque du 15e anniversaire de l' OEJAJ: Le bien-être des enfants et des jeunes au centre des politiques publiques

9 octobre 2014: KeKi, 'Research on stage', Bruxelles

3 novembre 2014 : VUB, Séminaire 'Impact van plaatsing', Bruxelles

20 novembre 2014: Standing lunch meeting Unicef et Plan Belgique, les 25 ans de la CIDE, Bruxelles

25 novembre 2014: Children's rights and business principles conference, Unicef Belgique et Global Compact Network Belgium, Bruxelles

9 et 10 décembre 2014: Conférence européenne sur "l'Intérêt Supérieur de l'Enfant" , Présidence belge du Conseil de l'Europe, Bruxelles

16 décembre 2014: Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, Conférence 'Pauvreté et ineffectivité des droits. Non-accès et non-recours aux droits', Bruxelles

Annexe 5 : Formations et certificats obtenus

9-10 janvier 2014 : Health Impact Assessment - training, Bruxelles (Sarah D'hondt et Catherine Péters)

Février – septembre 2014: Certificat universitaire, 'Approche interdisciplinaire des droits de l'enfant' UCL/UNamur/ ULB (Catherine Péters)

Annexe 6: Publications de ou concernant la CNDE

Wolters Kluwer, Politiek zakboekje Instellingen 2014 et Mémento des Institutions, édition 2014

Sarah D'HONDT et Siska VAN DE WEYER, « Nog meer 'meten' en 'weten' met het oog op een gefundeerd kinderrechtenbeleid – Oproep tot reflectie over de zin en onzin van Child (Friendly) Budgeting", *TJK* 2014/1, 41-72.

Sarah D'HONDT et Siska VAN DE WEYER, « La réalisation des droits de l'enfant, c'est aussi une question de budget", *JDJ* mars 2014, 11-17.